



Face au génocide à Gaza, la diplomatie égyptienne s'effondre

Description

Quinze jours après l'ouverture des négociations entre Israël et le Hamas au Qatar, le régime d'Al-Sissi drapé dans un rôle de médiateur neutre subit une pression accrue. En cause notamment, la perspective d'un déplacement forcé des Palestiniens de la bande de Gaza vers le Sinaï égyptien.

Par l'Agence Média Palestine, le 22 juillet 2025.

**Face au
génocide à Gaza,**

**la diplomatie
égyptienne
s'effondre**

Les discussions se poursuivent à Doha entre Israël et le Hamas dans ce nouveau cycle pour aboutir à un accord de cessez-le-feu dans la bande de Gaza, après vingt et un mois de génocide. Les négociations, menées sous l'égide des médiateurs qataris, américains et égyptiens, sont toujours au point mort. L'Agence Média Palestine est entretenue avec Henry Laurens, chercheur reconnu et titulaire de la chaire d'histoire du monde arabe au Collège de France.

Le plan d'expulsion des Gazaouis menace l'Égypte

Depuis le 7 octobre 2023, l'Égypte doit jongler entre sa position alliée avec Israël consolidée pendant la dernière décennie et son statut de pays le plus peuplé du monde arabe, avec une opinion publique largement favorable aux Palestiniens. Mais la situation est largement complexifiée depuis les récents développements dans la position des Etats-Unis et d'Israël, [en faveur d'une concentration à Rafah des Palestiniens](#).

L'Égypte est le seul pays frontalier de la bande de Gaza, principalement par le point de passage avec la ville de Rafah, fermé depuis mai 2024. Lorsque Trump et Netanyahu se disent en faveur d'un plan d'expulsion des Palestiniens hors de l'enclave, Sissi inquiète immédiatement des effets potentiels d'une telle opération. *« Il n'a qu'une peur, c'est l'installation forcée des réfugiés palestiniens dans le Sinaï »,* assure Henry Laurens. Pour lui, *« les négociations sont au point mort car Netanyahu n'en veut pas, c'est pour amuser la galerie »*. Le dirigeant israélien n'a aucun intérêt à faire la paix avec le Hamas et à mettre fin à la guerre car *« il a un grand projet qui est l'expulsion des palestiniens (de la bande de Gaza) et il a un intérêt matériel qui est de se maintenir au pouvoir et d'éviter les procès en corruption »*.

La pression américaine sur l'Égypte est également très forte, appuyée par l'agressivité diplomatique de Trump qui veut absolument trouver une solution à la question du devenir de la bande de Gaza. *« Trump aurait proposé un règlement de la question du barrage éthiopien (ndlr, le barrage éthiopien est un projet énergétique d'ampleur lancé par l'Éthiopie, qui suscite de fortes tensions depuis des années avec l'Égypte et le Soudan) pour négocier, il ne voit que des deals à conclure il n'a aucune morale, mais le gouvernement égyptien ne peut pas se le permettre »* explique Henry Laurens. Les discussions acheminent toujours sur le même point : la perspective d'une arrivée massive de réfugiés palestiniens expulsés de leur terre avec la bénédiction des Etats-Unis, car *« le gouvernement égyptien a laissé entendre que « ça pourrait mettre un terme au traité de Washington (signé à la suite des accords de Camp David de 1978) qui a instauré la paix entre les deux pays »*. Malgré ces tentatives de persuasion américaines, l'Égypte refuse donc toujours ce plan qui pourrait entraîner dans une guerre ouverte avec Israël.

Un pays à bout de souffle

La position intraitable de l'Égypte vis-à-vis de l'accueil d'éventuels réfugiés palestiniens s'explique aussi par la situation interne du pays. En proie à une crise économique d'ampleur, le pays le plus peuplé du monde arabe subit de plein fouet les conséquences du génocide à Gaza. Selon Henry Laurens, *« il souffre du conflit sur le point de vue du tourisme et d'une forte baisse de la navigation en mer rouge »*. La crise économique accentuée d'ailleurs la dépendance du pays à l'aide financière des Etats-Unis, plus de 60 milliards de dollars

cumulés depuis 1979.

A cela s'ajoute la guerre civile au Soudan, en Libye, la situation à Gaza donc y a de quoi être inquiet, tout cela affaiblit l'Égypte et Sissi est très prudent en terme de politique internationale. poursuit Henry Laurens, certains de ses conseillers lui ont proposé d'intervenir en Ethiopie, mais il a toujours refusé les initiatives militaires qu'on lui présentait.

La tradition égyptienne vis-à-vis des réfugiés palestiniens joue aussi un poids dans le comportement du gouvernement d'après l'historien : les Egyptiens sont des défenseurs acharnés du sol national. Ils ont peur de toute annexion de leur territoire, de façon plus générale depuis 1948 l'Égypte a toujours interdit toute installation de réfugiés palestiniens sur son territoire. A l'époque Gaza était sous administration égyptienne, des Palestiniens venaient faire leurs études en Egypte mais il n'était pas question qu'ils s'y installent.

Les relations entre l'Égypte et Israël «I se dégradent

Malgré tous les efforts du gouvernement égyptien pour rester en bons termes avec son voisin israélien, le dilemme diplomatique apparaît aujourd'hui comme insoluble. Pourtant, Sissi a profité pendant des années de sa coopération avec Israël pour renforcer ses positions militaires notamment dans le désert du Sinaï.

Guidés par des intérêts communs de lutte contre les organisations islamistes installées dans cette région, Sissi et Netanyahu ont su tirer profit de ces rapprochements de circonstance pour asseoir leur domination dans leurs pays respectifs et contrer l'influence de ces groupes, comme explique le journaliste égyptien Ahmed Abdeen dans un article publié en mai dernier sur *Orient XXI* : Sissi est également tourné vers Israël après son arrivée au pouvoir pour aider dans sa guerre contre les organisations terroristes armées du Sinaï, une intervention qui aurait intérêt pour Tel-Aviv de la protéger également des attaques lancées depuis ce territoire.

Tous ces arrangements diplomatiques et ces accords plus ou moins tacites entraînés ont volé en éclats depuis octobre 2023 : Tel-Aviv a brisé toutes les limites politiques, militaires et humanitaires, rendant toute médiation et diplomatie impossible, analyse Ahmed Abdeen. Les pressions israéliennes sur le gouvernement égyptien se poursuivent en vain, car Le régime de Sissi a rapidement compris que le déplacement des Palestiniens cette fois-ci ne ressemblerait pas à ceux de 2005 et de 2008. Une fois l'agression terminée, ils étaient alors rentrés chez eux. Or, cette fois-ci, non seulement le territoire est à 80 % détruit, rendant très difficile toute possibilité de vie, mais la volonté d'Israël d'occuper et de coloniser la bande de Gaza est désormais claire.

L'Égypte se retrouve donc acculée, piégée entre la nécessité de préserver ses relations avec les Etats-Unis et Israël, et les risques majeurs de déstabilisation du pays s'il venait à accéder à leurs requêtes.

date créée
2025/07/22